

L'histoire du temps présent

Le référendum et la nation



Denis Scuto

Je ne sais pas ce qui m'a motivé à le faire, mais depuis mon plus jeune âge je me suis engagé pour mes idées sur des questions politiques ou sociétales. Un psychologue l'expliquerait sans doute par un mélange de respect de soi, d'amour de soi et de l'amour d'autrui.

Mon premier article, je l'ai écrit à l'âge de 14 ans, dans notre revue de jeunes eschoise „De Kregéiert“, en mars 1979. J'y défendais l'idée d'une maison des jeunes autogérée, objectif principal de notre association JIV (abréviation de Jugendinteresseveräin). Bon, cette association a plutôt imprégné l'histoire des mouvements de jeunesse par ses fameuses „JIV-Disco“ dans la salle en haut du Ciné Ariston. La maison des jeunes que les autorités communales d'Esch ont finalement mise à notre disposition fut en tout cas moins fréquentée que nos discos.

Ensuite, dans les années 1980, je me suis engagé avec d'autres jeunes dans le mouvement pour la paix. Je crois que c'est cet engagement qui m'a amené à faire des études en histoire. D'une certaine façon, l'histoire est une science de la société et du monde politique, étudiés dans le temps. Mes études d'histoire au Centre universitaire et à l'Université Libre de Bruxelles ont marqué le début d'un long processus d'apprentissage qui m'a fait comprendre que s'engager pour une cause et mener des recherches en histoire sont certes compatibles, mais à condition de ne pas confondre ces deux niveaux.

L'historien français Gérard Noiriel décrit très bien cette nécessité de faire la part des choses dans un livre où il revient sur son parcours scientifique: Penser avec, penser contre. Itinéraire d'un historien. Au moment où j'écrivais mon premier article, lui enseignait déjà comme prof d'histoire dans un lycée à Longwy de l'autre côté de la frontière franco-luxembourgeoise, avant qu'il ne termine sa thèse de doctorat sur „Les Ouvriers sidérurgistes et les ouvriers du fer du bassin de Longwy-Villerupt (1919-1939)“ pour continuer sa carrière comme prof à l'École normale sup à Paris.

Dans cet ouvrage de réflexion autobiographique, Noiriel évoque les historiens, philosophes, sociologues, écrivains qui ont compté dans sa formation et dans son itinéraire. Dans le chapitre consacré au concept d'„habitus national“ dans la sociologie de Norbert Elias, Noiriel explique que dans le monde universitaire français, ils étaient dans les années 1970 très nombreux à penser, comme lui-même, que la question nationale était „dépassée“, que les débats auxquels elle avait donné lieu depuis le 19^e siècle appartenaient à une époque révolue, définitivement condamnée par les horreurs et la barbarie du nazisme. La résurgence du nationalisme et de la xénophobie en France et, de façon beaucoup plus dramatique, en Europe de l'Est a contribué à un renouvellement de la réflexion historique sur le thème de la nation et de l'immigration.

La majeure partie des cher-

cheurs travaillant sur ces thèmes étaient animés par des préoccupations d'ordre scientifique mais aussi civiques, dans ce sens qu'ils espéraient faire reculer par leurs travaux l'intolérance et la haine de l'autre. En France, le Front national, petit groupe d'extrême droite dans les années 1970, entamait sa montée qui allait porter son leader, Jean-Marie Le Pen, en 2002 au deuxième tour des Présidentielles. Ce parti a réussi à populariser les discours sur „l'identité nationale“ et „le problème de l'immigration“ qui se trouvent depuis lors régulièrement à la une des médias qu'ils soient de droite, de gauche ou du centre, pas seulement en France d'ailleurs.

Les historiens mentionnés par Noiriel ont réagi de deux façons. Les uns ont catégoriquement refusé l'expression „identité nationale“ car cela signifiait à leurs yeux cautionner la vision du monde véhiculée par l'extrême droite. Les autres étaient d'avis, au contraire, qu'il fallait reprendre l'expression pour critiquer les discours nationalistes en invoquant la tradition républicaine d'intégration et d'accueil.

Pas satisfaisant

Aucune de ces deux attitudes n'a paru satisfaisante à Noiriel, qui préféra chercher une voie où ses convictions personnelles et ses recherches scientifiques sur la question nationale seraient nettement séparées. Ou, comme l'explique l'auteur: „C'est ce qui m'a conduit à séparer le plus nettement possible les discussions qui engagent les historiens en tant que citoyens animés par des convictions personnelles et les discussions d'ordre scientifique qui engagent les historiens en tant que chercheurs chargés de produire des connaissances spécialisées.“

Dans ses travaux scientifiques qui s'étalent sur les trente dernières années, Noiriel a tenté de montrer que deux phénomènes

ont avant tout imprégné la société moderne: l'industrialisation et l'Etat-nation. Indépendamment de nos convictions et espérances, le stade de l'Etat-nation, le fait que l'Etat a pris dans le monde moderne une forme nationale est loin d'être dépassé, même si la forme européenne est une réalité de plus en plus présente. Noiriel s'élève aussi contre les interprétations scientifiques qui présentent les nations comme de simples „imagined communities“, une notion qui n'existerait que dans notre esprit.

Pour Noiriel, les nations doivent être premièrement analysées comme des groupements politiques bien réels, composés d'individus qui s'opposent pour conquérir ou exercer le pouvoir. Deuxièmement, aspect fondamental pour comprendre l'histoire de l'Etat-nation luxembourgeois, pour qu'un groupement politique, une nation arrive à se donner la forme d'un Etat, il a besoin de l'accord d'un arbitre, d'un juge suprême, la communauté internationale, symbolisée aujourd'hui par l'ONU. Mais cette communauté internationale existe déjà au 19^e siècle, représentée par les grandes puissances européennes comme juges et arbitres de l'Etat-nation luxembourgeois, au Congrès de Vienne en 1815, à Londres en 1830-31, en 1839, en 1867, à Versailles en 1919.

Troisièmement, pour acquiescer ou légitimer ce pouvoir d'Etat, ces groupements politiques entreprennent tout un travail de mobilisation politique, en développant des arguments (historiques, culturelles, linguistiques, religieux, dynastiques ...), en inventant des critères pourquoi leur groupement politique doit être considéré comme une nation. Les discours sur „l'identité nationale“ trouvent leur origine dans ce travail de propagande politique. Le but est de créer à l'égard de la nation des sentiments de loyalisme et d'appartenance autrefois éprouvés envers

la famille, la communauté locale ou religieuse. Enfin et surtout, quatrième, la nation doit être étudiée comme un groupe social bien réel, dans ce sens que ce groupe, la nation, parvient à intégrer de plus en plus de couches sociales par un ensemble de droits et de devoirs, d'abord classes supérieures, puis classes moyennes, puis ouvriers et petits paysans.

Avec le suffrage universel pour hommes et femmes de nationalité luxembourgeoise, introduit au Grand-Duché en 1919, la nation comme groupe social englobe tous les groupes de la population luxembourgeoise. Depuis lors, les responsables politiques que les Luxembourgeois élisent et qui les représentent sont priés par les électeurs et électrices d'apporter des solutions à leurs problèmes quotidiens. Le droit de vote donne aux nationaux la possibilité de réclamer et d'obtenir la protection de leurs droits sociaux et politiques, au besoin contre ceux qui n'appartiennent pas au groupe social de la nation, c'est-à-dire les étrangers.

La démocratisation de l'Etat-nation a créé une communauté politique de personnes qui ont des traits communs, les nationaux, et qui se distinguent d'autres personnes, les étrangers. Le trait le plus important que les individus qui appartiennent à un Etat-nation ont en commun, devient la défense des intérêts de leur communauté.

Noiriel s'est aussi intéressé au lien entre nation et débat identitaire. Le sentiment d'appartenance qui lie les individus à la nation est une identité parmi d'autres. A côté de cette identité nationale, les individus ont une identité locale, régionale, professionnelle, politique, religieuse, sportive, sexuelle et bien d'autres encore. Parmi toutes ces identités, l'identité nationale fonctionne la plupart du temps comme identité latente. C'est dans les cas de menace et de crise ou de sentiment de menace et de

crise que, comme le formule Elias, l'image émotionnelle de soi comme membre d'une nation déterminée augmente fortement. C'est dans ce contexte que les discours patriotiques parviennent à activer chez les individus le réflexe national.

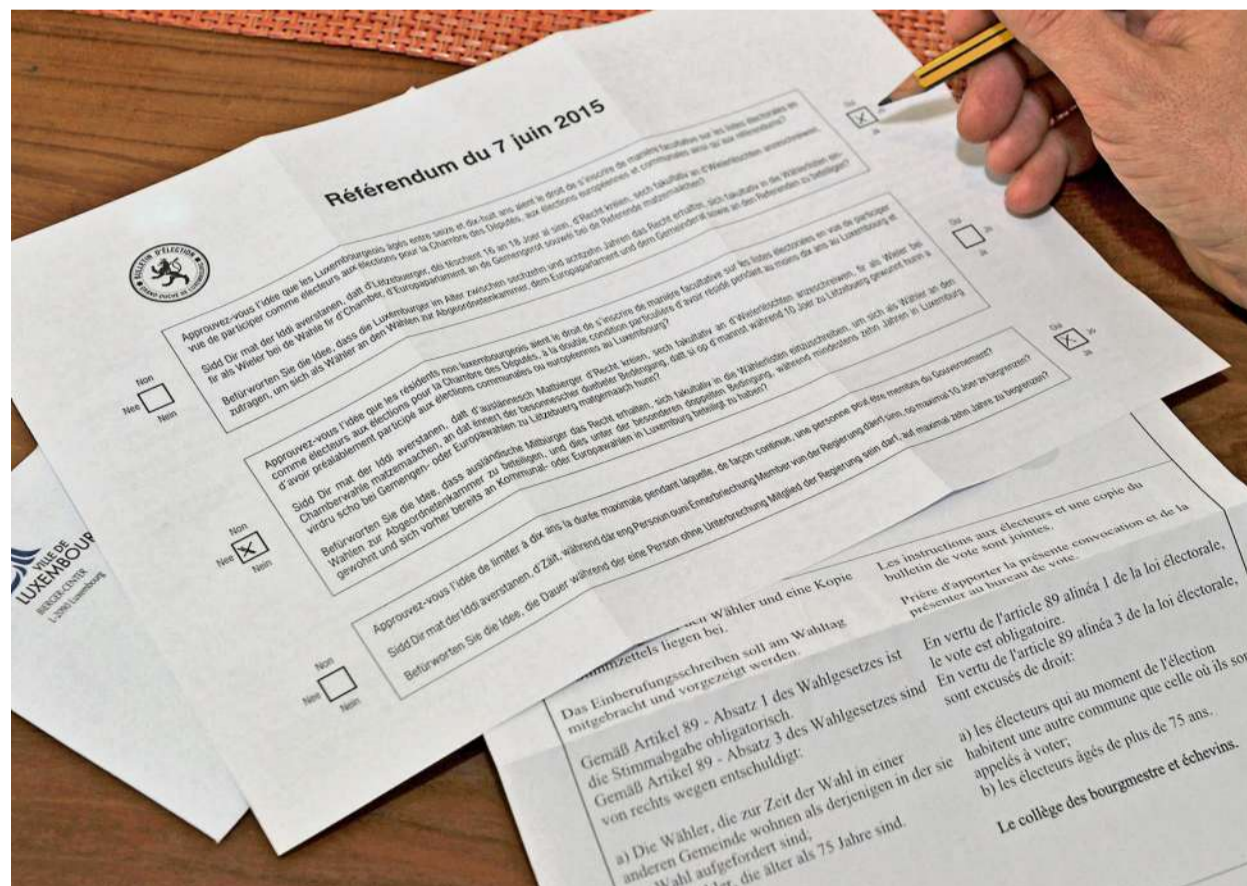
Réflexe national

C'est le réflexe national „Eis geet et dach gutt, komm mer passen op, dass dat esou bleift“ que la grande majorité des électeurs et électrices luxembourgeois ont activé lors du référendum. A tort ou à raison, de façon autonome ou sous l'influence des discours politiques pendant la campagne, la grande majorité de la population luxembourgeoise a interprété le projet d'introduction du droit de vote pour les Non-Luxembourgeois aux législatives comme une menace pour la prospérité actuelle des membres du groupe social de la nation luxembourgeois et a voté Non.

J'ai voté Oui, je suis déçu du résultat et je continuerai à m'engager pour davantage de possibilités de participation politique des Non-Luxembourgeois. Mais pour comprendre ce résultat, il faut faire abstraction de ses convictions personnelles. Et arrêter de qualifier ceux qui ont voté Non de stupides ou xénophobes et les autres d'ouverts sur le monde et tolérants.

Qu'on ait voté Oui ou Non, on appartient à et on vit dans un monde complètement internationalisé. Et toutes et tous y participent. Aucun Luxembourgeois ou presque écoute seulement des radios luxembourgeoises, ne lit que des journaux luxembourgeois. Aucun Luxembourgeois écoute seulement de la musique luxembourgeoise, s'intéresse seulement aux sportifs luxembourgeois, parle seulement luxembourgeois, se déplace seulement au Grand-Duché. Toutes et tous réalisent chaque jour que le Luxembourg fait partie de l'Europe et est en contact avec des citoyens de nationalités diverses.

Mais il sait que la sphère politique fonctionne toujours largement sur un plan national et qu'il peut invoquer la protection nationale pour tenter d'imposer ce qu'il considère être dans son intérêt. Dans ce sens il exploite à fond la tension entre international et national. C'est loin d'être stupide. C'est même, quoi qu'on en pense, plutôt intelligent. Le débat sur cette tension entre monde internationalisé et sphère politique nationale a maintenant vraiment commencé. Et il continuera. Lorsque les esprits (et les émotions) se seront calmés.



C'est le réflexe national „Eis geet et dach gutt, komm mer passen op, dass dat esou bleift“ que la grande majorité des électeurs et électrices luxembourgeois ont activé lors du référendum



Lauschtert och dem Denis Scuto sai Feuilleton op Radio 100,7, all Donneschdeg um 9.25 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op www.100komma7.lu.